

Séminaire Territoires et Informalité en Ville

16 novembre 2011

autour de l'intervention de Jean Riveolis « Corruption, crise financière et immobilière »

Compte rendu de Jérôme Tadié

Introduction de Jean-Fabien Steck qui rappelle que dans les séances passées nous étudions les rapports de l'informel au droit et à la légalité. Nous ne les opposons pas, mais voulons mettre au jour les relations entre ces différents éléments, les rapports de l'informel au pouvoir ; la façon dont le pouvoir peut jouer de ces différentes catégorisations.

Exposé de Jean Riveolis

L'hypothèse de ce travail est que ce sont des collusions corruptives qui ont permis l'apparition de bulles financières qui, lorsqu'elles ont éclaté, ont débouché, en 2008, sur la crise du capitalisme financier à travers l'insolvabilité généralisée d'un secteur bancaire submergé par des produits financiers pourris qu'il avait lui-même créés. Les Etats ont été mis à contribution pour résoudre cette crise, mais s'agissait-il de réformer le capitalisme ou de le transformer en un autre système où les politiques publiques seraient prédominantes par rapport à des organismes financiers pratiquant à grande échelle le détournement privé de l'épargne sociale ? Dans le processus historique de déréglementation on n'a plus besoin d'enfreindre la loi puisque les règlements sont tombés. Quels sont les liens entre la déréglementation et les différentes crises depuis 2008 ?

Avec les crises financière et de la dette, on se trouve dans une situation de guerre financière où les deux protagonistes sont les marchés et les Etats, avec une grande délinquance financière institutionnalisée dont l'objectif est de dépouiller ses victimes (particuliers, collectivités locales et Etats).

Pour étudier cette évolution du capitalisme financier, nous analyserons d'abord comment le néolibéralisme apparaît comme un processus historique à travers la mise en lumière de ses fondements théoriques et des ses enjeux.

Périodisation de ces relations entre Etat et monde financier à l'époque contemporaine :

1944 : sommet de Philadelphie : reconstruire système financier international en le basant sur le « compromis fordiste » : bâtir la paix sur la justice sociale. Règles sur les salaires, sur le temps de travail, sur le partage salaire dividendes. Système capitaliste régulé. Fonder la croissance sur les salaires. Jusqu'aux années 1970

1933 : Roosevelt : séparation banques de dépôt et banques d'affaires et taxation des plus hauts revenus.

1981 : Reagan : baisser les impôts des plus riches et dérégulation : => précarisation et baisse des salaires. Toujours système capitaliste avec lien production et consommation. On

va continuer à consommer alors que les salaires baissent, mais en s'endettant. Les Etats suivent le même mouvement. Cf. baisse des ressources avec la baisse des impôts.

Années 1980 : politique néolibérale appliquée aux pays de l'OCDE et aux pays émergents. Consensus de Washington :

- privatisations économiques ET bancaires ;
- ouverture des frontières ;
- déréglementation ; fusion banque de détail et banque d'affaires ;
- délocalisations industrielles vers Chine et pays émergents => augmentation du chômage au Nord ;
- délocalisation financière au profit des paradis fiscaux. 10 000 milliards de dollars : 10% des ressources financières mondiales des ménages. Paradis fiscal : secret bancaire, réglementation laxiste, impôt minimal
- diminution des dépenses de l'Etat (cf. demandes du FMI) => baisse de qualité des services publics et des fonctionnaires

Prêts du FMI mis en place en fonction de l'application de cette politique

Années 1990 : essor du capitalisme financier : va consacrer le pouvoir des banquiers. Avant : entrepreneurs. cf. banquiers d'affaires qui vont capter les parts des particuliers. Ils captent intérêts de la dette.

⇒ transfert des richesses de l'Etat vers les banques, du public vers le privé. 0,2% des plus riches possèdent 39000 milliards de dollars.

Dettes devenant ainsi productive et croissance par la dette

2008 : crise des *subprimes* : produits dérivés ont plombé les banques quand le prix de l'immobilier a baissé aux Etats-Unis. A l'issue, les banques ont été renflouées par les Etats car si les banques font faillite, c'est la légitimité des Etats qui est remise en question.

⇒ la crise de la dette des Etats provient de la baisse des ressources de l'Etat.

Provient de : baisse des impôts les plus riches ; banques d'affaires qui captent les parts ; privatisations ; délocalisations industrielles ; délocalisations financières ; renflouement des banques par les Etats.

⇒ crise de la dette des Etats.

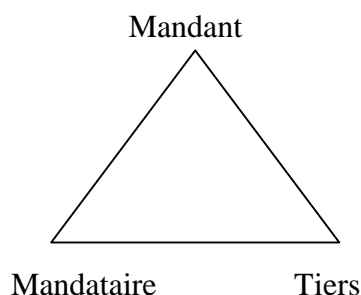
- 1) Marchés asservissent les Etats. Mécanisme se rapporte à celui de la dette perpétuelle.
- 2) Marchés asservissent les banques nationales
- 3) Marchés s'attaquent à l'économie réelle : cf. banques qui financent les entrepreneurs à l'origine ; à partir du moment où font de la spéculation, le font moins. => économie réelle touchée et augmentation du chômage.
- 4) Marchés asservissent les particuliers (endettement et mise en faillite des ménages ; exemple des prêts hypothécaires)

I. Qui sont les marchés ?

Des actionnaires, investisseurs transnationaux et spéculateurs. Ces marchés sont personnalisés. Ce sont des acteurs réels. En Europe le financement des entreprises est bancaire. Aux E-U ce sont les marchés.

L'un des thèmes de ce séminaire est celui des illégalismes : collusions corruptives pratiquées par des acteurs intégrés. Ici ce sont les représentants du marché.

Schéma de Banfield qui définit la corruption comme trahison d'un mandant par son mandataire allié à un tiers.



Qui domine qui ?

Ici : acteurs : Etats, citoyens (clients des banques), entrepreneurs : mandants

Mandataire : les banques

Tiers : marchés

Les marchés vont dominer / siphonner les banques. Les richesses vont passer des banques aux marchés à travers la spéculation financière.

Corruption systémique lorsque collusion entre les trois niveaux.

Qui sont les acteurs du marché et quelles sont les stratégies corruptives qui leur ont permis de dominer ?

Les acteurs du marché sont au-dessus des banques : ils ont bien plus de ressources. Ce sont les fonds d'investissements, fonds souverains, fonds spéculatifs (*hedge funds*).

Leurs actionnaires privés et institutionnels : grandes fortunes, fonds de pension privés, caisses de retraite mutualiste, assurances, municipalités ou Etats. Les collectivités locales n'ont pas le droit de spéculer avec l'argent public, mais l'ont fait... D'où un laisser faire de la part des autorités de contrôle et de l'Etat pour favoriser l'alimentation du capitalisme international.

Parmi les acteurs liés on trouve aussi les paradis fiscaux qui permettent une optimisation fiscale contre les Etats. + équipes de direction des entreprises, les actionnaires qui ont été achetés par les fonds d'investissement (entreprises dégraissées et reste de trésorerie pompée puis on la revend).

⇒ On a affaire ici à un système de politique financière basé sur une corruption systémique et non pas une guerre financière.

II. Les Subprimes

Acteur dominant : banques américaines émettrices qui ont accordé des crédits à une population peu solvable et mondialisent leur risque d'insolvabilité à travers la titrisation de leurs créances douteuses. Transformer une dette en un titre : possible parce que nous sommes dans un système de capitalisme financier déréglementé (pas le droit de le faire en France). Cependant rien n'interdit aux banquiers français d'acheter ces titres américains.

Acteurs liés : populations américaines peu solvables.

Lors de la crise : les banques vont perdre de l'argent parce que le prix des maisons est inférieur. Donc elles vont devoir être renflouées par Etats et par marchés qui vont prendre le contrôle des banques.

Qui a permis tout cela ?

les populations ; les courtiers, liés aux banques et payés à la commission, plus ils vendaient d'emprunts, plus ils touchaient de commissions ; fonds spéculatifs, assurances, caisses de retraites, universités, organisations caritatives, particuliers,... : acteurs liés

Etats qui ont dérégulé et autorisé facilités de crédit débouchant sur l'endettement des ménages FMI dans son rôle de prêteur en endettant les Etats.

=> système où tout est lié avec des acteurs localisables qui appartiennent à différentes catégories sociales.

Conclusion

Les illégalismes sont ici représentés par un réseau d'acteurs. Tous ces acteurs sont liés. On a affaire à une corruption systémique, liée aux experts comptables, aux avocats internationaux et au capitalisme de l'ombre lié aux grandes banques internationales.

Dans les paradis fiscaux, on trouve trois sources d'argent : des entrepreneurs qui veulent faire de l'optimisation fiscale ; l'argent des multinationales qui va servir à corrompre les fonctionnaires ou intermédiaires pour obtention des marchés ; l'argent de la criminalité internationale. Ces trois sources sont mélangées. C'est une machine à laver. L'argent est mélangé. Après il est redistribué par l'intermédiaire des banques qui ont leurs filiales dans les paradis fiscaux, soit par spéculation (capitalisme financier), soit vers de l'économie productive.

Si on interdit aux banques de s'y implanter, il n'y aura plus que les acteurs criminels dans les paradis fiscaux.

Madoff représente une victime expiatoire. Il a fait une pyramide, qui fonctionne de la même manière que les *subprimes*. On va payer intérêts des déposants avec le capital des suivants. Marche jusqu'au jour où gens décident de reprendre leurs liquidités.

⇒ transfert du public vers le privé. A travers crise de 2008 et de la dette aujourd'hui, nouveau transfert des banques vers les marchés financiers (privé vers privé)

Solution : serait de faire un mixte entre la solution argentine et la solution Roosevelt : taxer l'optimisation fiscale et l'optimisation sociale. En Argentine : on a fait un moratoire sur les remboursements pour consacrer les ressources sur l'économie nationale, valoriser la production nationale et la création d'emplois nationaux, avec une imposition de conditionnalités aux entreprises qui doivent compenser les importations par des exportations ou investissements nationaux.

Il faut refonder la légitimité politique sur la base d'un renouvellement social et de la création d'un contre-pouvoir au pouvoir bancaire et mettre un terme à la corruption systémique.

Discussion

J-F Steck : question sur la légitimité de l'Etat associée aux banques qui font faillite : si déposants ne peuvent récupérer leur argent, ils vont s'en prendre à l'Etat.

Bernard Castelli :

Ce qui se passe dans finance « légale » beaucoup plus important que dans finance illégale. Donc thèse qui disait que l'argent illégal fait fonctionner l'économie, le développement, tombe en désuétude ;

Pour les paradis fiscaux : plus de sources : Etats placent sommes pour payer leurs dettes dans les paradis fiscaux ; cf. France avec Caisse des dépôts, etc. pour obtenir un demi pourcent en plus, ce qui n'est pas négligeable. Il est donc difficile de stigmatiser les paradis pour des raisons d'évasion fiscale ; cf. Etats utilisent ces paradis. => ces listes noires ne marchent pas.

Madoff : si ça devient cas d'école c'est parce que cela pose des questions sur la régulation. Les agences de régulation n'ont pas fait leur travail. Les cabinets d'audit, agences de

régulation, banques, etc. ont joué à qui perd gagne. On ne sait donc plus qui doit à qui. => ce qu'on fait : on donne une amende sans résoudre le problème.

Transferts de richesse : on est encore en crise. On ne sait pas qui perd. Important de savoir combien vont pouvoir solder leurs pertes. Client vont payer en frais ; accès aux marchés vont coûter beaucoup plus cher ; Etats vont devoir consacrer leurs impôts. On ne connaît pas les pertes dues aux *subprimes*. Qui doit solder ça en définitive ?

Cf. ports grecs vendus à la Chine

JR : dans tiers privés que sont les criminels : en achetant des institutionnels vont se blanchir politiquement. La corruption va leur permettre de rentrer dans le système politique et économique. Donc les distinctions entre criminels et légaux est fausse. Cf. acteurs institutionnels qui ont tendance à se criminaliser. De l'autre acteurs criminels qui ont tendance à rechercher la respectabilité en s'investissant dans le productif. Mais les acteurs criminels sont toujours dominés. La plupart de leur argent leur est volé par les paradis fiscaux et marchés ; on leur laisse faire de l'ostentation. La plupart de leurs bénéfices est réintégré dans la finance réelle.

Le grand problème : où en est-on du développement de substitution par la marge ? Les acteurs criminels sont enracinés, ont besoin d'une assise locale, ne serait-ce que pour se protéger de la répression. Soit ils se cachent soit ils vont essayer de se construire une légitimité politique locale en faisant du développement de substitution par la marge, en investissant dans le développement local, jusqu'au jour où la répression va arriver.

Ils peuvent aussi le faire d'une autre manière : en 1994 : le Mexique entre dans l'OCDE. Ses frontières sont ouvertes. Toute l'agriculture mexicaine a fait faillite, surtout celle du nord du pays, face à l'agriculture mécanisée des Etats-Unis. Les grands propriétaires terriens (*rancheros*) du nord du pays auraient fait faillite s'ils ne s'étaient pas reconvertis dans la culture de la drogue, qu'ils contrôlent maintenant dans les Etats du Nord du Mexique. Ils ont bénéficié du fait que l'Etat leur avait concédé le maintien de l'ordre public. Ils se sont criminalisés. Si l'on n'était pas d'accord, on était éliminé. Les systèmes politique et économique se sont transformés mais dans les mains de mêmes acteurs : passage du légal au criminel. Utilisation du territoire comme un territoire de transit au Mexique.

Si l'Etat ne peut pas faire de développement, ce sont d'autres acteurs qui vont le faire.

C'est un commerce de contrôler un territoire.

Nicolas Bautès : à Rio et Rocinha : attaque d'une des dernières favelas présentée comme attaque d'un des derniers bastions. Pendant ce temps-là un grand magnat de l'industrie achète moitié de la ville, en endettant l'Etat, pour les JO.

JR : trouve intéressant que les 5 gardes du corps du no 2 de la favela soient des policiers.

Gabriel Fauveaud : beaucoup de pays où peu d'intermédiation bancaire. N'a-t-on pas des acteurs criminels qui représentent le marché ? (sans être dominés par eux). Exemple du Cambodge : peu de banques ; acteurs immobiliers locaux qui vont mobiliser capitaux sur marchés régionaux.

JR : montre que marché entre en jeu parce que vont s'alimenter sur marchés internationaux ; cf. rôle des banques.

GF : montre que rôle minime des banques. S'adressent à des acteurs criminels qui ont réserves.

JR : construction immobilière sert à blanchir (cf. fausses déclarations de taux de remplissage dans les hôtels à Cancun).